

plutôt inutile» (document 344). En septembre, Saint-Laurent avait servi un avertissement à l'Assemblée générale : «ce privilège du veto, attaqué et défendu avec une vigueur égale, si l'on continue à en abuser, pourra bien détruire l'Organisation des Nations Unies . . . » L'impasse ne pouvait durer indéfiniment. Si elles y étaient contraintes, des nations comme le Canada pourraient «rechercher une sécurité plus grande dans une association d'États démocratiques et pacifiques, prêts à accepter des obligations internationales plus précises contre une plus grande sécurité nationale» (document 363). Même si les officiels canadiens continuaient d'avoir confiance en l'ONU, ils ne croyaient à peu près plus à l'implantation d'un régime mondial de sécurité collective, et la recherche de solutions de rechange s'amorçait.

Il y avait de nombreux autres signes de la détérioration des relations entre l'Union soviétique et l'Ouest. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères s'était entendu sur les ébauches finales des traités de paix avec l'Italie et les autres anciens pays satellites en décembre 1946, mais le dossier de la question allemande — qui était au coeur du règlement européen — ne progressait toujours pas. Les membres du Conseil, réunis à Moscou en mars et avril 1947, n'ayant pu s'entendre sur aucune des questions de fond, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Ernest Bevin, et le secrétaire d'État des États-Unis, George Marshall, quittèrent la capitale soviétique convaincus que la division de l'Allemagne — et, partant, de l'Europe — était inévitable. La session de novembre-décembre du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Londres vint confirmer ce qui était devenu une évidence. L'historienne britannique Elisabeth Barker résuma bien la situation lorsqu'elle dit que 1947 sonna enfin le glas du concept de la primauté des Trois Grands dans les affaires mondiales. Il n'était cependant pas clair quelle serait la solution de rechange<sup>4</sup>.

Entre-temps, alors même que s'ouvrait la conférence de Moscou, le Président Truman se livrait dans un discours à une attaque en règle contre l'Union soviétique, s'engageant au nom des États-Unis à venir en aide aux «peuples libres qui résistent aux tentatives de minorités armées ou d'agents de l'extérieur en vue de les asservir<sup>5</sup>». Les historiens américains divergent d'opinion quant à l'importance de la doctrine Truman dans le contexte de la guerre froide naissante<sup>6</sup>. Pour leur part, les diplomates canadiens s'accordèrent à dire qu'elle avait révolutionné l'ordre international des choses. «La conception d'un monde monolithique est révolue, écrit l'ambassadeur à Washington, Hume Wrong, [. . .] la politique du Président divise le monde entre la sphère soviétique et le reste<sup>7</sup>». Ce discours à l'emporte-pièce prononcé en mars 1947 fut suivi en juin d'une allocution du secrétaire d'État à

<sup>4</sup>Elisabeth Barker, *The British Between Superpowers, 1945-1950* (Toronto et Londres, 1983), p. 69. Sur Moscou, voir Daniel Yergin, *La paix saccagée : les origines de la guerre froide et la division de l'Europe* (Paris, 1980), p. 231, et Alan Bullock, *Ernest Bevin: Foreign Secretary 1945-1951* (New York et Londres, 1983), pp. 393-394.

<sup>5</sup>Cité dans John Lewis Gaddis, *The United States and the Origins of the Cold War 1941-1947* (New York, 1972), p. 350.

<sup>6</sup>Voir Robert A. Pollard, *Economic Security and the Origins of the Cold War, 1945-1950* (New York, 1985), pp. 130-131.

<sup>7</sup>Cité dans Denis Smith, *Diplomacy of Fear: Canada and the Cold War 1941-1948* (Toronto, 1988), p. 188.